



# Prix de transfert, optimisation fiscale et partage de la valeur ajoutée : comment agir face aux multinationales ?

17 JANVIER 2023

RENCONTRES ENGAGÉES DE LA MÉTALLURGIE



**#1**

**OPTIMISATION FISCALE :  
INTRO MACRO**

# OPTIMISATION FISCALE, OPTIMISATION FISCALE AGRESSIVE, ÉVASION FISCALE, FRAUDE FISCALE, ÉVITEMENT FISCAL : DE QUOI PARLE-T-ON ?

- ▶ 2 principes à la base du système de taxation international :
  - Entités séparées : les entreprises multinationales ne sont pas assujetties à l'impôt en tant qu'entité unique, mais leurs filiales le sont chacune séparément;
  - Principe de pleine concurrence : les prix fixés pour les transactions intra-groupe (prix de transfert) doivent être les mêmes que dans des transactions entre entités indépendantes.
  
- ▶ Norme fiscale et non concept économique
  - Par nature, l'activité des multinationales dans plusieurs pays pose la question de la répartition de la valeur ajoutée entre filiales.
  - « Payer les impôts là où la valeur ajoutée est créée. »
  
- ▶ Les instruments de l'évitement fiscal :
  - prix de transfert dans les échanges entre filiales, localisation de la propriété intellectuelle dans les paradis fiscaux et royalties, dettes intra-groupe.

# LES ENTREPRISES CONCERNÉES

## ► Les entreprises multinationales en France : 48% de l'emploi salarié marchand

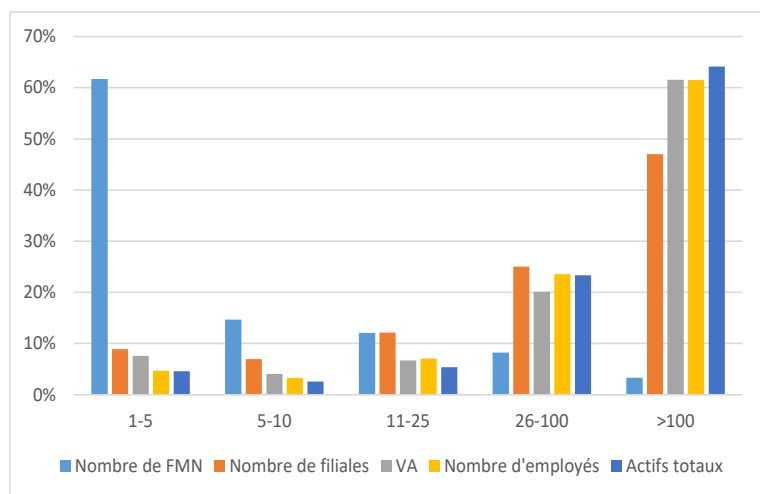
- 13% pour les multinationales étrangères ;
- 35% pour les multinationales françaises ;
- dont un tiers d'ETI et ≈50% de grandes entreprises.

### ► 1. Répartition des entreprises selon le type de contrôle en 2019

	Entreprises		Salariés en ETP en France	
	Nombre total (en milliers)	Part (en %)	Effectif total (en millions)	Part (en %)
Entreprises indépendantes	3 148,4	94,8	3,5	28,6
Entreprises organisées en groupes de sociétés	171,9	5,2	8,9	71,4
Groupes franco-français	143,2	4,3	2,9	23,2
Firmes multinationales	28,7	0,9	6,0	48,2
sous contrôle français	13,7	0,4	4,4	35,0
sous contrôle étranger	15,0	0,5	1,6	13,2
<b>Ensemble</b>	<b>3 320,3</b>	<b>100,0</b>	<b>12,4</b>	<b>100,0</b>

**Champ :** entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.  
**Source :** Insee, É sane 2019 (données individuelles).

Source: Les entreprises en France – Insee Références – Édition 2021.



Source: M. François & V. Vicard (2023). Seules les multinationales suffisamment complexes font de l'évitement fiscal. A paraître.

## ► Toutes les multinationales ne se valent pas

- 60% ont moins de 5 filiales
- 3% ont plus de 100 filiales
- La moitié détiennent directement leurs filiales
- 11% de groupes complexes, impliquant une chaîne de détention avec plus de deux intermédiaires.

# L'OPTIMISATION FISCALE EN CHIFFRES



40 % des profits  
des multinationales sont logés  
dans des **paradis fiscaux**

Soit **200 Md\$**  
de **perte d'impôt**



42 Md\$ de profit  
sont logés dans des  
**paradis fiscaux**

Soit **13,2 Md\$**  
de **perte d'impôt**



In fine, c'est toute l'analyse sur le partage de la valeur ajoutée  
qui s'en trouve faussée.

## Profits perdus pour la France en 2019

en M \$	Profits perdus	Recettes fiscales	Part des profits perdus
Belgique	5 050	1 565	3%
Chypre	25	8	0%
Irlande	7 549	2 340	4%
Luxembourg	13 575	4 208	7%
Malte	455	141	0%
Pays-Bas	8 691	2 694	4%
<b>Total paradis fiscaux UE</b>	<b>35 344</b>	<b>10 957</b>	<b>18%</b>
Suisse	2 963	919	2%
Autres*	4 254	1 319	2%
<b>Total paradis fiscaux hors UE</b>	<b>7 217</b>	<b>2 237</b>	<b>4%</b>
<b>Total paradis fiscaux</b>	<b>42 562</b>	<b>13 194</b>	<b>22%</b>

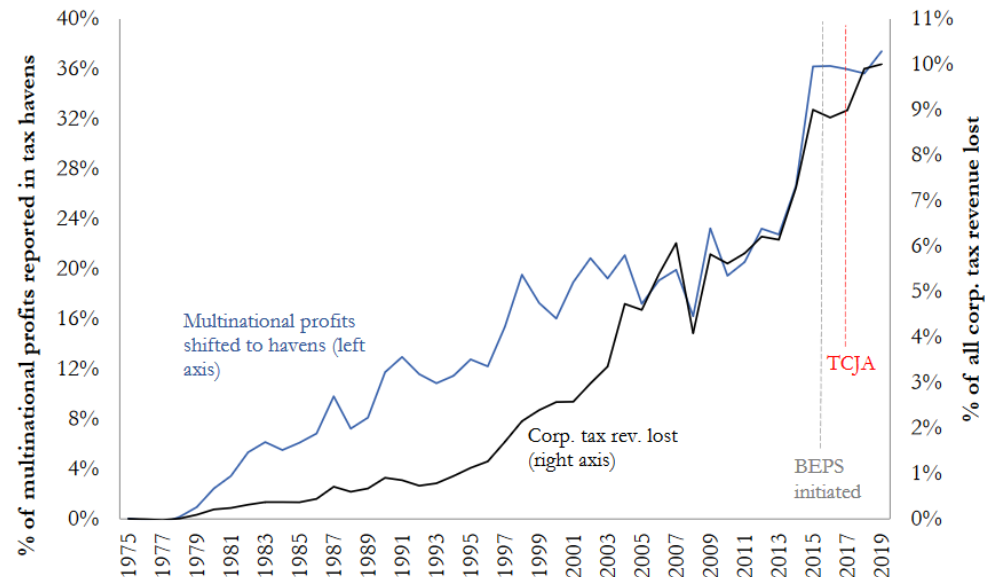
\*Bermudes, îles des Caraïbes, Porto-Rico, Hong-Kong, Singapour, autres

Tørsløv, T, Wier, L. & Zucman G., 2022, *The Missing Profits of Nations*, *Review of Economic Studies*.  
Données accessibles en ligne : [missingprofits.world](https://missingprofits.world)

# DES RÉFORMES DU SYSTÈME DE TAXATION DES MULTINATIONALES

- ▶ BEPS 1 (2015) : réparer les trous dans la raquette
  - 15 actions : standards minimum (règles anti-abus, traités, etc.), reporting pays par pays, etc.
- ▶ BEPS 2 (en cours) : une réforme du système
  - Accord international négocié sous l'égide de l'OCDE en novembre 2021 ;
  - 2 piliers, notamment taxation minimum effective de 15% ;
  - En cours de mise en œuvre.
- ▶ Un impact agrégé limité, jusqu'à présent.

Figure 4: Multinational profits shifted to tax havens and corporate tax loss, 1975–2019



Source: L. Wier & G. Zucman (2022). Global profit shifting, 1975–2019. WIDER WP.



**#2**

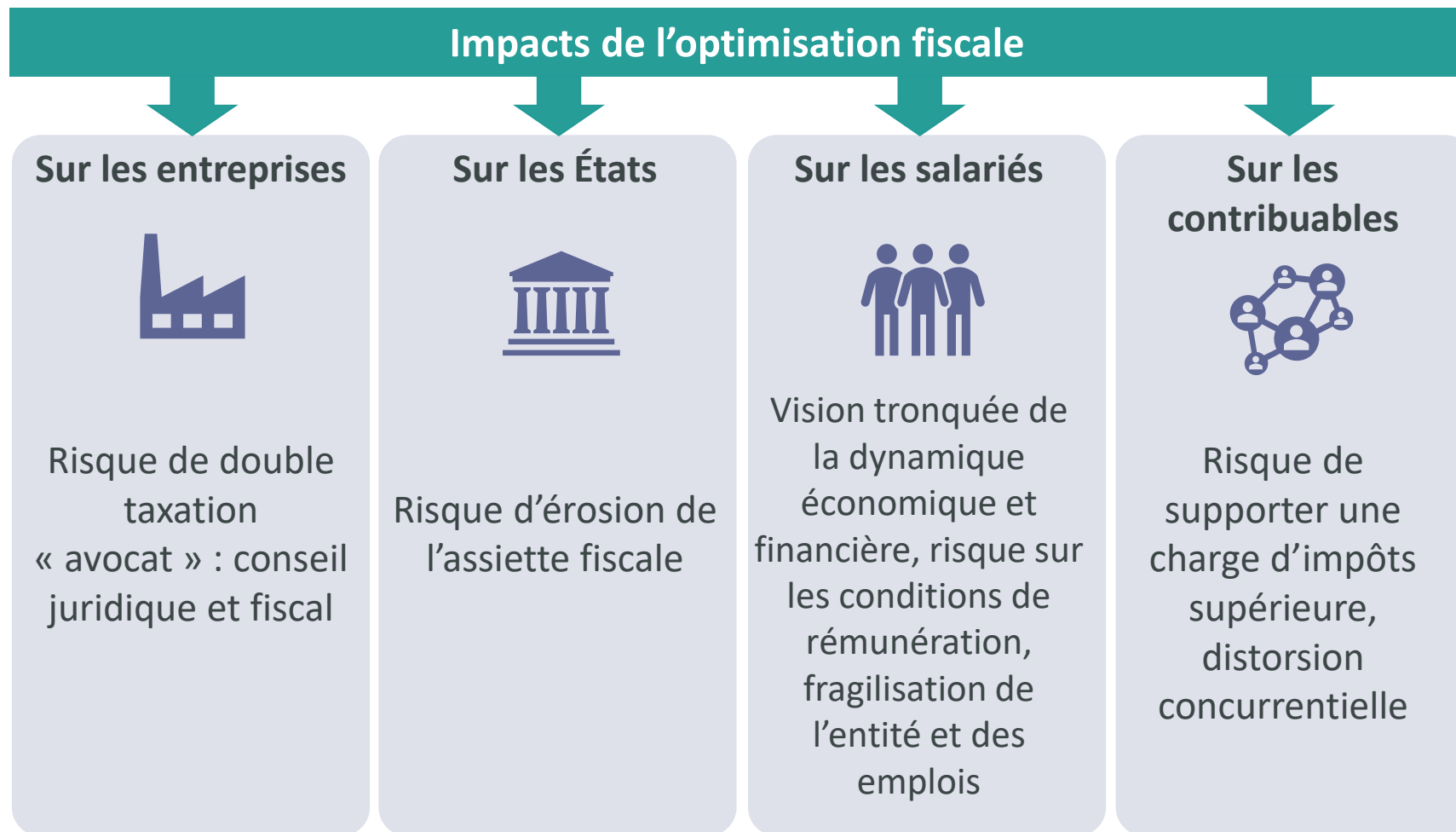
**UNE MULTITUDE D'IMPACTS SUR  
LES SALARIÉS ET LE DIALOGUE SOCIAL**





**#A. LES SALARIÉS ET LES IRP SONT  
FORTEMENT IMPACTÉS PAR LES  
PRATIQUES D'ÉVITEMENT FISCAL**

# L'OPTIMISATION FISCALE A DES RÉPERCUSSIONS SUR LES BUDGETS PUBLICS, MAIS AUSSI SUR LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS ET SUR L'EMPLOI





**De combien le montant de participation est-il minoré en France en moyenne dans des grands groupes ayant 1 ou plusieurs entités en France ?**

**-37%**

**d'après nos estimations fondées sur les travaux de Vincent Vicard**



**#B. COMMENT UN RÉGIME FISCAL PEUT-IL INFLUENCER LES POLITIQUES OPÉRATIONNELLES ET RH D'UN GROUPE ET DIMINUER IN FINE LES MARGES DE MANŒUVRE SYNDICALES ?**

**À PARTIR D'UN EXEMPLE**

# LE CAS ÉTUDIÉ > MAXIMISATION DU POTENTIEL OFFERT PAR LE DÉFICIT REPORTABLE LORS D'UNE FUSION

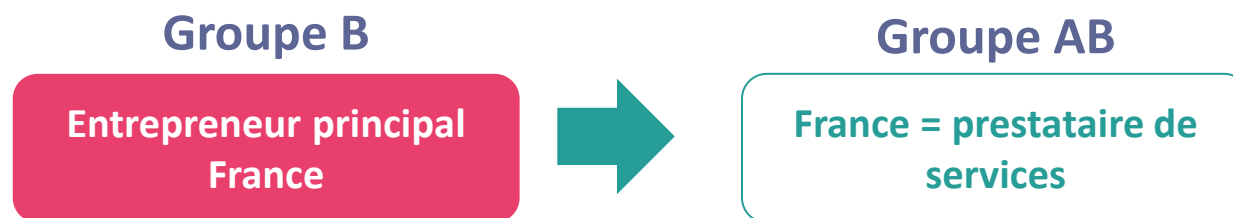
**Avant** *Pilotage opérationnel et management équitablement répartis entre les trois pays*



**Après** *Pilotage opérationnel et management concentrés en Suisse et au Luxembourg ; valorisation du groupe en hausse de 1 milliard d'euros*



# LA FRANCE DEVIENT PRESTATAIRE, AVEC DES CONSÉQUENCES À RETARDEMENT POUR SES SALARIÉS



## #1. Conséquences immédiates du passage d'entrepreneur principal à prestataire

- > **suppression de postes** avec disparition du top management localisé en France
- > **la participation devient nulle** par construction

## #2. Conséquences à moyen terme de la fragilisation de la place de la France

Lors du plan de restructuration suivant la fusion :

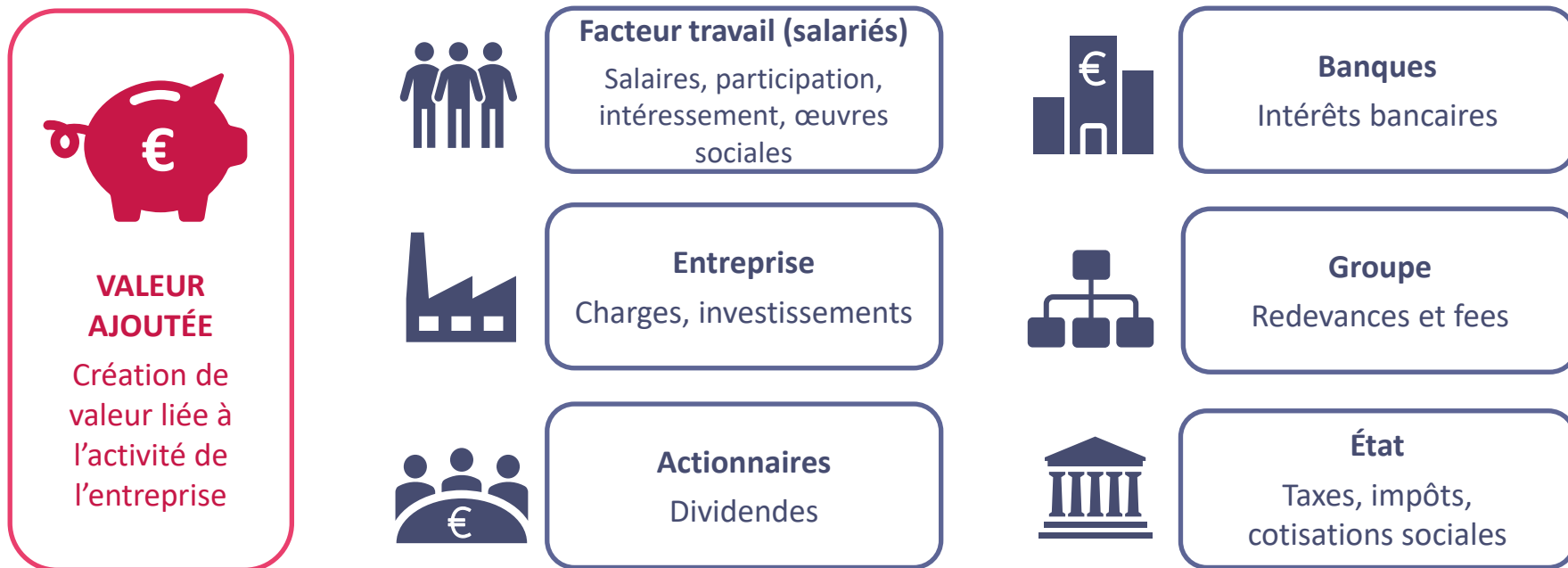
- > **des suppressions de postes bien plus nombreuses** en France qu'en Suisse ou au Luxembourg
- > **un PSE justifié par les pertes de la France**, elles-mêmes causées par le nouveau modèle de prix de transfert



**#C. UN PARTAGE DE LA VALEUR  
AJOUTÉE BIAISÉ... ET DES RISQUES  
INDUITS SUR L'EMPLOI**

# QU'EST-CE QUE LA VALEUR AJOUTÉE ?

- ▶ Le partage de la valeur ajoutée permet de rétribuer les différentes parties prenantes de la création de valeur. **C'est donc un enjeu social, industriel et stratégique primordial.**





# SAVOIR QUELLE EST LA VALEUR AJOUTÉE RÉELLEMENT CRÉÉE... AVANT DE DISCUTER DE SON PARTAGE

VALEUR AJOUTÉE  
« réelle »



*Optimisation*



VALEUR AJOUTÉE  
après optimisation



Des impacts (et donc des intérêts ?) opposés entre les différentes parties prenantes concernant l'optimisation fiscale

IMPACTS



Groupe



Actionnaires



Entreprise



État



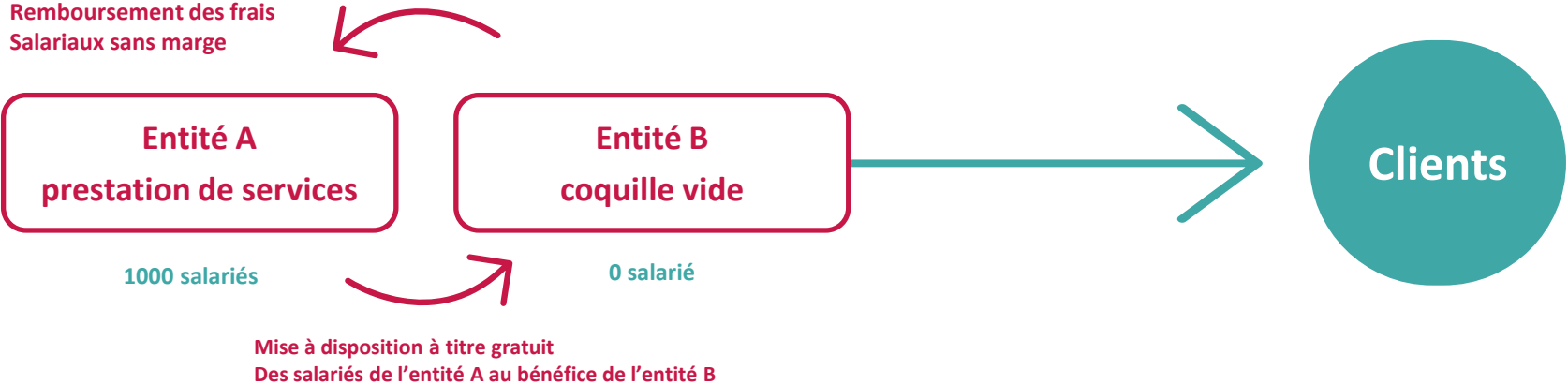
Facteur travail  
(salariés)



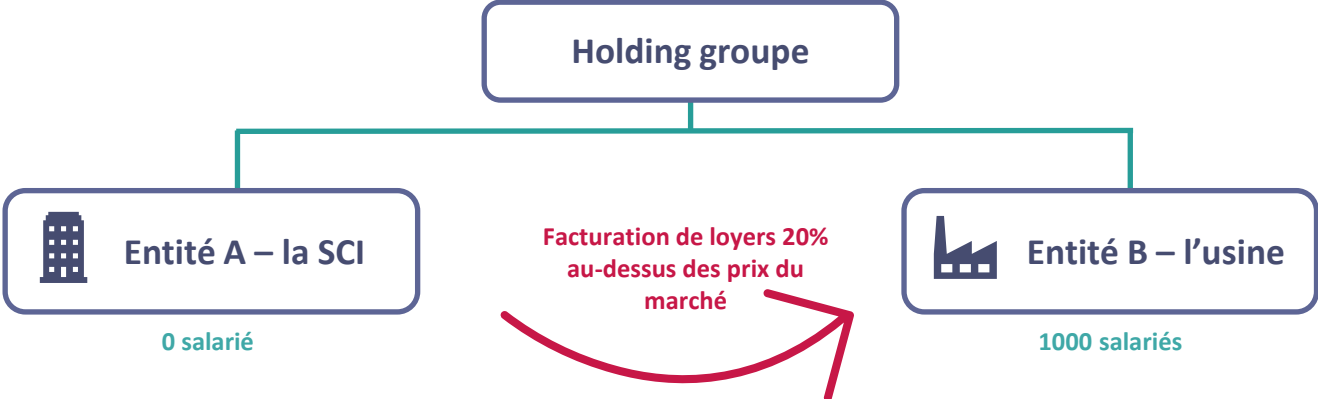
Banques

# CELA CONCERNE AUSSI LES PME ET LES FLUX FRANCO-FRANÇAIS : DE L'OPTIMISATION FISCALE À L'OPTIMISATION SOCIALE...

Le prêt de personnel à titre gratuit à destination d'une coquille vide... avec une perte de rémunération conséquente sur les salariés



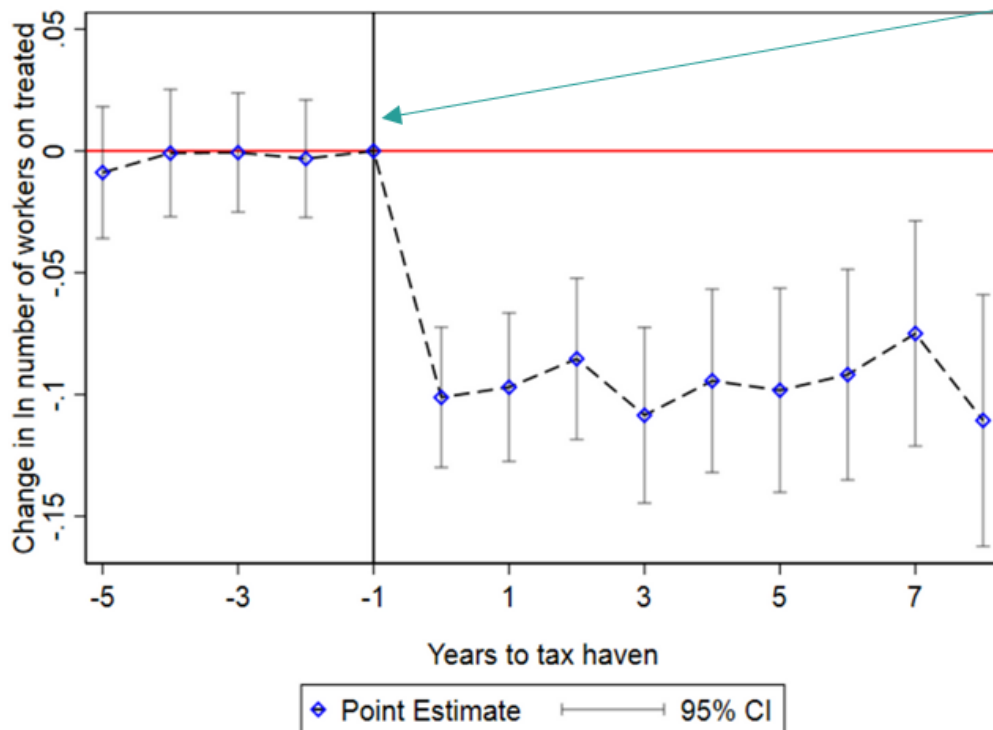
Des loyers au-dessus du cours du marché... au prix de la rémunération des salariés



# L'ENTRÉE D'UNE MULTINATIONALE DANS UN PARADIS FISCAL EST SUIVIE D'UNE DIMINUTION DE SES EFFECTIFS

- ▶ Le recul moyen du nombre de salariés après l'implantation de la multinationale dans un paradis fiscal calculé par M. Lopez Forero est de **8,6 %**.

## Evolution du nombre d'emplois après implantation dans un paradis fiscal



*Dernière année avant l'implantation dans un paradis fiscal*

Calcul d'après des données issues d'entreprises françaises de 1997 à 2015  
Lopez Forero M., 2022, Agregate Labor Share and Tax Havens, Université d'Évry, Paris Saclay.

**#D. DISCUSSION AUTOUR D'EXEMPLES  
POUR ILLUSTRER LA PROBLÉMATIQUE  
ET LES DIFFÉRENTES MANIÈRES DE  
S'EN SAISIR POUR LES IRP**





**#3**

**COMMENT SE SAISIR DE LA  
PROBLÉMATIQUE DE L'ÉVITEMENT  
FISCAL ET DE SES IMPACTS SUR LES  
SALARIÉS ?**

## **SITUATION ACTUELLE : DE NOMBREUX FACTEURS DE BLOCAGE/DIFFICULTÉS**

- **Sous-information voire absence d'informations des élus de la part des directions**
- **Sujet complexe qui rebute souvent directions comme IRP!**
- **Confidentialité invoquée de façon infondée pour éviter de partager des informations sur la stratégie fiscale.**



## **DES CONSÉQUENCES NÉFASTES SUR LA CAPACITÉ DES INSTANCES À ÉMETTRE UN AVIS ÉCLAIRÉ**

- **Les CSE sont informés-consultés sur la situation économique et financière de leur entreprise...**
- **... sur des bases tronquées pour nombre de filiales de groupe ne leur permettant pas d'émettre d'avis réellement éclairés.**

# DES LEVIERS EXISTENT POUR CET ENJEU MAJEUR D'INFORMATION (CONSULTATION) POUR LES IRP

- ▶ Mettre la question de la stratégie fiscale au cœur de l'info-consultation sur la situation économique et financière (avec la systématisation du partage d'informations fiscales au CSE)
- ▶ Un sujet qui doit peser sur les discussions autour du partage de la valeur ajoutée
- ▶ Des leviers juridiques potentiels existent sur un sujet difficile à manier pour toutes les parties prenantes (y compris les directions)

# FACE À L'ÉVITEMENT FISCAL : QUELS RÔLES, POUR QUELS ACTEURS ?

- Tour de table autour des questions suivantes :
  - Rôle des différents acteurs ?
  - Quelles modalités d'accompagnement des équipes ?
  - Eventuel appui juridique ?
  - Des conseils aux équipes ?







## CONTACTS

**Mathieu FERT**

*m.fert@syndex.fr*

**Emmanuel REICH**

*e.reich@syndex.fr*



**CONSEILLER  
ET ACCOMPAGNER  
LES REPRÉSENTANTS  
DES SALARIÉS**

**CABINET D'EXPERTISE  
POUR LES CSE**

**Suivez-nous sur  
les réseaux sociaux**

**syndex.fr //  // **